
APPLICATION DES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES FRANÇAISES EN YUGOSLAVIE DES DÉBUTS DU SOCIALISME 1945 / 46 - 1952: QUELQUES EXEMPLES

UDC 001.92+339.92(44)(497.1)»1945/1952»

DOI: 10.22182/spm.specijal22022.2

Оригинални научни рад

Saša Ilić

Banque nationale de Serbie

Résumé

Bien que dans des circonstances exigües dues aux différences politiques et idéologiques, à l'éloignement géographique et à la pénurie mutuelle de main-d'œuvre, la participation de l'expérience française et les Françaises à la vie économique et non économique de la Yougoslavie au début du socialisme n'a pas été exclue. L'analyse des sources d'archives et de la littérature dans le document montre les formes de cette coopération et surtout la participation de certains experts français à des activités dans lesquelles la Yougoslavie souffrait d'une grave pénurie de personnel. Les offres des institutions professionnelles et scientifiques françaises pour un plus grand nombre de formes de coopération n'ont pas toujours été acceptées. Cependant, l'initiative individuelle ou collective d'experts français, pour la plupart économiques, a porté ses fruits, surtout après la rupture avec l'URSS. Bien que peu nombreux, certains des experts français engagés ont laissé une empreinte significative par leur travail, notamment dans le domaine de l'hydraulique, mais aussi dans le sport.

Mots-clés: France, Yougoslavie, experts étrangers, transfert de connaissances, migration de travail

INTRODUCTION

Contrairement à l'histoire des relations entre la Yougoslavie et la France dans l'entre-deux-guerres, qui est un sujet solidement étudié, les relations entre les deux pays après la Seconde Guerre mondiale, en particulier à l'époque du début de la guerre froide, n'ont pas été analysées en profondeur dans l'historiographie nationale.¹ Par conséquent, la variété des sujets n'est pas riche, et surtout les sujets qui couvriraient de manière significative les relations et la coopération en dehors de la haute politique officielle n'ont pas été remarqués. L'un des domaines inexplorés concerne l'échange d'expériences et de connaissances à travers les migrations temporaires de main-d'œuvre et le transfert d'idées et d'expériences commerciales. Il s'agit principalement de l'adoption des expériences françaises à travers l'engagement d'un certain nombre d'experts et de leur travail en Yougoslavie, avec le nécessaire revu des voyages d'études et de recherche d'experts nationaux individuels en France et d'autres types d'échanges dans lesquels les connaissances françaises seront utilisées.

Le travail des étrangers en Yougoslavie des débuts du socialisme, ainsi que l'échange de connaissances qui en a découlé, n'ont été étudiés plus en détail que récemment, et la participation d'experts étrangers à l'économie n'a été clarifiée que récemment. Il s'est avéré que les professionnels, techniciens et ingénieurs étrangers, bien que peu nombreux (jusqu'en 1950, sur une période de quelques mois à plusieurs années, environ 16 000 d'entre eux travaillaient), jouaient un rôle important et, dans certains segments technologiques, irremplaçable, et que leur nombre n'est pas proportionnel à l'effet (Ilić 2020). Dans ce groupe qui était petit, mais important, il y avait un groupe encore plus petit (pas plus d'environ 1% du nombre total d'étrangers au moment de la coupe) d'experts français qui ont trouvé un emploi en Yougoslavie pendant un

1 Des études antérieures, des recueils, des articles et des sources publiées éclairent en partie les relations diplomatiques et certaines questions politico-économiques, culturelles, littéraires, de propagande et militaires (Bekić 1988 ; Souleille 1990 ; Milošević 1995, 2004, 2005 ; Ristić 1996 ; Ilić 2003 ; Bogetić 2004 ; Cvetković 2005 ; Sretenović 2009 ; Bjelajac 2005 ; Pavlović i Novaković 2005 ; Petrović 2003, 2006, 2009, 2011 ; Selinić 2012 ; Milenković 2013 ; Novaković i Srebro 2019 ; Kolaković 2020), et dans un cas l'histoire de la vie quotidienne (Cvetković 2007). Un article plus complet est la thèse de doctorat d'un historien national vivant à l'étranger K. Todić (2015). Une revue partielle de l'historiographie domestique contemporaine sur les relations entre la Yougoslavie et la France dans : Kocić 2013 : 524-533.

certain temps jusqu'à la fin de la Premier plan quinquennal (Ilić 2020 : 359, 386, 393, 398).

Les relations entre la Yougoslavie et la France ont été tendues après la guerre, bien que les premiers contacts aient commencé à l'automne 1944, lorsque la mission militaire yougoslave a été établie à Paris en tant que première délégation partisane à l'étranger (Ilić 2003 : 265-266; Dimitrijević 2003 : 43; Milenković 2013 : 344-345).² L'amitié traditionnelle et la nouvelle alliance incarnée par l'appartenance au front antihitlérien ont cédé la place aux défis des classifications politiques et idéologiques, dans les circonstances du monde bipolaire émergent. Les relations politiques et économiques ont été particulièrement affectées par la nationalisation de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie (RPFY) et l'investissement français et le capital financier et les immobiliers sont venus sous son attaque. La rigidité de l'indemnisation en Yougoslavie s'est atténuée après 1948, mais le problème de l'indemnisation était résolu jusqu'en 1951 (Cvetković 2006 : 277-311 ; Sretenović 2009 : 551-552 ; Petrović 2011 : 126-152). Les relations, loin d'être excellentes, n'empêchent pas encore la coopération, notamment dans le domaine économique, et en dehors de la vision de la haute politique et des grands projets étatiques, un type particulier d'interaction se développe, matérialisé par l'utilisation des expériences françaises.

CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

La France a été durement touchée par la Seconde Guerre mondiale, infligeant des pertes importantes. Plus de 660 000 personnes ont perdu la vie, les régions du nord ont été directement touchées par la dévastation, 7% d'immobilisations ont été détruites, 1,8 million de bâtiments ont été endommagés dont un quart étaient irréparables, le trafic s'est effondré (65% des locomotives et flottes marchandes ont été perdues ou gravement endommagées, 115 gares, 90% de véhicules à moteur, tous les principaux canaux, rivières et ports sont restés non navigables). Les exportations sont tombées aux niveaux d'avant 1914, d'importantes zones agricoles ont été transformées en champs de mines, des pénuries générales ont entraîné la suppression des subventions à l'industrie et à l'agriculture, le pouvoir d'achat des citoyens est entré en conflit avec l'offre de biens sur le marché et des pénuries sont survenues. L'inflation a commencé, les prix augmentaient et les capitaux *fuyaient* à l'étranger, l'aide étrangère est

2 À la mi-mars 1945, une mission militaire française arrive en Yougoslavie et le 19 mai, les gouvernements des deux pays conviennent d'élever leurs relations au niveau des ambassades.

devenue une condition de survie. Même pendant la guerre, le poids moyen et la santé de la population ont diminué et, en 1947, l'apport calorique et les budgets personnels ont encore diminué. La reprise progressive ne s'accéléra qu'à partir de 1948, après l'adoption du plan Marshall.³ Cependant, contrairement à l'Europe centrale, la France, comme la Yougoslavie, souffrait de pénuries de main-d'œuvre (Stana 2006 : 87 ; Ilić 2020).

Les conséquences de la guerre en Yougoslavie furent encore plus dramatiques. Un pays sous-développé a subi plus de pertes en vies humaines, les dommages de guerre sont estimés entre 47 et 61 milliards de dollars, l'industrie et les mines ont perdu 65% de leur valeur, le trafic ferroviaire s'est retrouvé sans 50% de chemins de fer, 84% de wagons de tourisme et 75% de locomotives, le trafic routier a été réduit pour 70 000 km de routes, un demi-million de bâtiments ont été détruits (20% du total) et 3 300 000 habitants se sont retrouvés sans toit. Le pays au personnel peu qualifié et avec peu d'experts s'est retrouvé sans 90 000 travailleurs qualifiés et 40 000 intellectuels et a été contraint de chercher de l'aide à l'étranger (Ilić 2020 : 38-43). Bien que la Yougoslavie satisfasse avant tout sa soif d'experts dans un environnement géographiquement proche (majoritairement parmi les chômeurs allemands), certains Français apporteront également une partie d'expériences.

Le nombre de Français dans la Yougoslavie d'après-guerre a diminué, bien que, proportionnellement (par rapport aux autres étrangers), le déclin n'ait pas été élevé. Au 31 décembre 1948, le ministère de l'Intérieur recensait 259 citoyens français (93 hommes et 166 femmes), soit 0,73% du nombre total de *vrais* étrangers (hors réfugiés et apatrides), alors qu'en 1933 ce nombre était de 1,2%.⁴ Parmi eux, 32 étaient d'origine

3 Sur la dévastation et les souffrances en Europe occidentale et en France, sur l'état de l'économie, l'inflation et les problèmes financiers : Laker 1999 : 26-28, 217-218 ; Hobsbaum 2002 : 42 ; Klemenc 1961 : 63-64, 127 ; Dormois 2004 : 17 ; Eichengreen 200 : 54 ; Eichengreen and Boltho 2010 : 268 ; Archives de Yougoslavie (AJ), 17-114-115, Revue de presse, 113 (1946) ; Archives de la Banque nationale (ANB), I/III, Archives historiques, k. 389, Bulletins du Département d'études économiques (1946). L'inflation française de 1946 à 1948 variait entre 50% et 60% par an.

4 La proximité politique entre les deux guerres n'a pas conduit à l'afflux d'un grand nombre de Français en Yougoslavie. La proximité géographique est un facteur crucial en matière de migration de main-d'œuvre. Parmi les 90 478 étrangers inscrits (1933), il y avait 920 Français. Ils étaient 369 salariés (806 avec des membres de la famille) et 57 (114 avec des membres de la famille) exerçaient des activités indépendantes (Kolar-Dimitrijević 1972 : 146-147 ; Ilić 2020 : 34). En 1948, 75 031 étrangers résidaient en Yougoslavie. La majorité étaient des apatrides et des réfugiés, alors qu'il y avait 35 301 *vrais* étrangers. AJ-50-33-64, ministère de l'Intérieur, République populaire Fédérative de Yougoslavie, annuaire statistique (1948). Il y a également eu 3868 Français capturés dans le pays dans le cadre des forces d'occupation (rapatriés jusqu'en 1949 dans le même nombre), qui en raison de leur statut ne font pas l'objet de cet article (*Borba*, 8 février 1949 : 1 ; Levi 1991 : 12).

yougoslave, 19 avaient moins de 18 ans, en âge le plus actif (18-55 ans) il y en avait 191, et selon les activités ils appartenaient à des agriculteurs (7), ouvriers (32), commerçants et artisans. 13), salariés (11) et autres professions (146), ensemble avec 50 personnes sans occupation.⁵

Tableau: Citoyens français dans la RPFY (31 décembre 1948)⁶

	Présents en RPFY	Origine		Âge			Occupation					
		Peuples yougoslaves	Française et autres peuples	Jusqu'à l'âge de 18 ans	De 18 à 55 ans	Plus de 55 ans	Agriculteurs	Ouvriers	Commerçants et artisans	Employés	Autres professions	Sans occupation
Hommes	93	12	81	10	68	15	2	24	8	4	41	14
Femmes	166	20	146	9	123	34	5	8	5	7	105	36
Total	259	32	227	19	191	49	7	32	13	11	146	50

La répartition des Français en RPFY était inégale. Ils étaient 106 en Serbie (dont 74 femmes), 56 en Croatie (35 femmes), 47 (24 femmes) en Slovénie, 20 (13 femmes) en Bosnie-Herzégovine et 30 (20 femmes) en Macédoine, alors qu'il n'y en avait aucun au Monténégro. Le grand nombre de femmes et la présence d'enfants témoignent qu'un grand nombre de familles vivaient en Yougoslavie, qui ont probablement resté de l'entre-deux-guerres, quand il y avait des colonies françaises entières dans les grandes villes et les centres économiques importants, comme les mines de Bor et Trepca, chantiers navals sur l'Adriatique, la Compagnie d'énergie hydroélectrique de Dalmatie « La Dalmatienne » à Split, etc. (Ilić 2003 : 272 ; Cvetković 2007 ; Todić 2015 : 40).

OFFRES ET MODÈLES DE COOPÉRATION

Dès le début, diverses offres de coopération ont été envoyées du côté français. Déjà à l'été 1945, une coopération dans le domaine

5 AJ-50-33-64, Ministère de l'Intérieur, RPFY, annuaire statistique (1948).

6 Idem.

des sciences techniques a été proposée. L'ambassade de la RPFY à Paris a reçu la visite du Dr Maurice Piettre (1878-1954), directeur de L'institut international du froid (IIF),⁷ une institution qui s'occupait de l'amélioration de l'industrie pour la production de basses températures. Il exprima son désir de renouer les liens scientifiques qui étaient excellents avant la guerre (depuis 1937, la Yougoslavie était signataire de la convention sur la formation de l'IIF) et précisa l'engagement des précédents délégués à l'IIF, le technologue en mécanique prof. Dr. Dušan Tomić (1875-1947) de l'Université de Belgrade et prof. Dr Fran Bošnjaković (1902-1993) de la Faculté technique de Zagreb. S'attendant à ce que dans le renouveau général de l'industrie en Europe, la technique de production des basses températures donne un large champ d'action, Piettre a appelé la Yougoslavie à participer à la recherche et à l'adoption de nouvelles règles.⁸

A la fin du printemps 1946, les travaux d'exploration pétrolière en Yougoslavie souffrent de l'impossibilité de sonder le sol par diagraphie électrique,⁹ parce qu'il n'existait pas d'appareil ou d'équipe d'experts. L'offre a été soumise au ministère des Mines par la société parisienne Services Pétroliers Schlumberger, qui exerçait les mêmes emplois avant la guerre. Cependant, le conseiller soviétique, Eng. Gavril Bagrov a suggéré que l'aide soit recherchée auprès de l'URSS, même si l'appareil était nécessaire de toute urgence, et les résultats antérieurs ont été remis en question, l'offre a donc été rejetée et une action a été lancée pour s'assurer la coopération de l'équipe soviétique, qui avait les mains pleines sur l'exploration des réserves de pétrole en Hongrie.¹⁰

En 1946, l'Union des ingénieurs et techniciens français (UITF) propose les services de ses adhérents des métiers du bâtiment pour dresser les plans de construction d'une ville yougoslave. Le gouvernement a en principe pris position que l'offre devait être acceptée, cependant, l'ambassade à Paris aurait dû au préalable « examiner le caractère de cette association et les motifs réels qui ont conduit l'Association à proposer sa coopération ». S'il s'avère que l'association est dirigée par des « personnes avancées » et qu'il existe un désir sincère d'aider la

7 Piettre a été directeur de l'IIF depuis sa fondation (1908) jusqu'en 1951. «Londres Refrigeration Congress Attracts World-Wide Attention.» *Refrigerating Engineering*, 6/1951 : 557.

8 AJ-11-8-33, Ministère de l'Intérieur, KPO, 3334, 27 juillet 1945. La coopération proposée n'a pas été acceptée à ce moment-là, et en 1950, la RPFY a décidé d'annuler la convention sur la formation de l'IIF et de se retirer de l'organisation, qui a été officialisée en 1952 (*Službeni vesnik*, 4/1952 : 28 et 16/1952 : 220).

9 Méthode d'analyse de sol par analyse de fragments de sol en fuseau extraits par une sonde à partir de couches de différentes épaisseurs.

10 AJ-24-8-30, no. 705, 17 juin 1946.

Yougoslavie, le ministère de la Construction pourrait engager des experts, à condition qu'ils opèrent en Yougoslavie, avec la participation d'experts nationaux et sous gestion des autorités nationales de construction.¹¹ Parfois, les propositions se sont transformées en projets très détaillés et concrets, comme l'offre de la convention technique *Électricité de France*, à partir de la fin de 1950. La convention prévoyait l'envoi d'experts et de techniciens hautement qualifiés en Yougoslavie et des travaux professionnels dans des bureaux et laboratoires français pour les besoins de l'industrie électrique yougoslave dans un montant de 10 000 000 FF (28 560 \$).¹²

Jusqu'en 1952, il y avait d'autres offres et invitations pour la coopération, entre autres dans le domaine de la science, de la culture et de l'art. Parmi les initiateurs figurent la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, la Société philharmonique de Paris et le Théâtre antique de la Sorbonne et d'autres. Un sociologue a voulu étudier les conditions dans lesquelles les ouvriers yougoslaves vivent et travaillent, et un géologue voulait faire des recherches en Yougoslavie, il y avait des invitations au Congrès de médecine et de pharmacie militaires à Paris, un professeur d'études slaves de Bordeaux a prié pour la littérature pour qu'il puisse enseigner, etc...¹³

Bien que la coopération économique avec la France s'établisse tôt (Todić 2015 : 62), sur la base d'un accord de compensation, qui était dans l'intérêt des deux parties,¹⁴ l'expansion des relations commerciales s'ensuit à partir de 1949 à 1950 où la Yougoslavie s'est tournée vers l'Occident, et en 1951, la France est devenue le cinquième partenaire commercial extérieur de la RPFY en termes de volume d'échanges, avec un chiffre d'affaires de 0,45 milliard de dollars (Nećak 1987 : 684 ; Ilić 2020 : 118-119). Un grand nombre de marchés pour les besoins de l'industrie ont été contractés, qui comprenaient des experts en charge de l'installation, de la mise en service et de la formation du personnel domestique pour

11 AJ-50-119-242, K no. 2417, 20 août 1946.

12 La Yougoslavie paierait les frais de déplacement et les honoraires des experts et techniciens, c'est-à-dire le prix du travail professionnel ou du travail de laboratoire. Une journée de travail en Yougoslavie coûterait entre 10 000 FF (28,56 \$) pour un sous-ingénieur (sous-ingénieur) et 25 000 FF (71,4 \$) pour un expert de haut niveau. Une heure de travail dans les bureaux techniques en France coûterait 370-550 FF pour les travaux inférieurs et 2210 FF pour les emplois supérieurs AJ-59-10-67, Project de convention pour la Yougoslavie, 18 décembre 1950. Un dollar valait 50 dinars de 1945 à 1951 et 300 dinars de 1952. Un dollar en FF valait 50,73 (1945), 118,92 (1946), 118,94 (1947), 308,64 (1948), 331,45 (1949), 349,89 (1950), 350, 14 (1951 et 1952). Après la dévaluation du dinar (1er janvier 1952), 100 FF valaient 85,7 dinars (Federal Reserve System [FRS] 1976 : 1038 ; Rešenje o utvrđivanju kurseva 1952). ANB, I/III, Archives historiques, k. 385, appel 184/78, 16 octobre 1946.

13 AJ-314-21-85 ; AJ-317-6-17.

14 ANB I/III, Archives historiques, k. 385, 10, appel 187/81, 16 octobre 1946.

travailler sur de nouveaux appareils. A partir de 1946, pour les besoins de l'industrie de l'énergie électrique, des prêts d'investissement ont été négociés, des accords ont été conclus et des appareils, équipements et matériels électriques ont été achetés, il y avait des achats pour la production de ciment, l'agriculture, l'industrie automobile à Rakovica et Maribor, etc. Les Français ont offert une technologie moderne, dans certains cas le processus entier de production, y compris la formation d'experts locaux en France, la formation d'ouvriers de production, la remise des ébauches et le transfert de nombreuses années d'expérience, comme la célèbre entreprise L'Achromine Jarrie (Isère) en août 1950 a offert à l'Usine d'azote de Ruše le contrôle de la production de corindon, un minéral important d'une large application (pour les bandes abrasives), auquel la Direction générale de l'industrie chimique de Slovénie n'a pas répondu pendant plus de six mois.

Enfin, des accords ont été conclus sur l'obtention de licences et l'adoption de technologies, telles que des commutateurs pneumatiques à haute tension, des stations d'essai nationales, etc. licences de fabrication de matériel électrique de la société *Merlin-Gerin* de Grenoble (1947) ou de transformateurs de mesure de courant de la société S.J.O.M.E. (1949).¹⁵

PROCÉDURE ET CANAUX D'EMPLOI

En dehors du modèle consistant à fournir des experts par le biais de la passation des marchés, la Yougoslavie a recruté du personnel par engagement direct. Le besoin de travail professionnel à l'étranger s'est fait sentir pendant la guerre, lorsqu'il a fallu renouveler la vie économique dans le territoire libéré, et la présence sporadique d'experts étrangers peut être surveillée dès le premier semestre 1945, de sorte qu'au fil du temps leur nombre a augmenté. La réglementation juridique du travail des experts étrangers a été retardée par rapport aux événements et les besoins, mais toujours sous l'administration du ministère du Travail de la RPFY jusqu'en 1947, un système essentiellement clair a été mis en place. Les contrats de travail ont été normalisés, qui déterminaient le montant du salaire et les droits et obligations découlant des relations de travail

15 AJ-11-7-26 ; AJ-11-7-27 ; AJ-11-21-58 ; AJ-11-30-81 ; AJ-59-1-2, négociations de contrats de crédit en France (1951) ; AJ-59-4-11, listes d'approvisionnement en équipement ; AJ-17-118-119, Importations et distribution de France (1946) ; AJ-59-22-81, conclusion d'accords pour l'industrie du ciment (1950) ; AJ-4-31-275, Accord d'approvisionnement et de commerce avec la Belgique et la France (1946) ; AJ-4-183-1014, réception de marchandises de l'étranger, Poljstroj (1949) ; AJ-108-12-25, importation IMR, France (1946-1949) ; AJ-108-19-33, Achats TAM, France (1950) ; AJ-109-2-2, IV no. 2465, 24 mars 1951 ; AJ-17-1789-180, offres de licence (1947) ; AJ-16-139-147, accord de licence (1949).

conformément aux règles applicables aux Yougoslaves, et l'Instruction pour la revendication et l'embauche de main-d'œuvre qualifiée a été adoptée. Un avantage important pour les étrangers était la possibilité d'envoyer une partie de l'épargne en devises étrangères aux membres de la famille dans le pays d'origine (au départ à hauteur de 50%, mais en raison de la pénurie chronique de devises étrangères, ce droit a été réduit, et depuis 1950 il est pratiquement invalidé, sauf exceptionnellement).¹⁶

L'engagement des étrangers a commencé avec les activités de délégués ou de représentants politiques à l'étranger qui cherchaient des experts ou auxquels les étrangers s'adressaient directement. Ils ont transmis les données sur les experts intéressés au ministère du Travail (par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères ou directement). Les données ont ensuite été envoyées à l'organisme fédéral ou républicain compétent, puis à l'entreprise concernée. Cela a été suivi d'un retour d'informations (qui prenait souvent beaucoup de temps) jusqu'à ce que finalement l'expert étranger accepte les termes et signe le précontrat. Ce n'était pas la fin, car le texte du contrat, qui était signé à l'arrivée en RPFY, devait être réapprouvé par le ministère du Travail, et les anomalies dans la procédure de passation ne manquaient pas (Ilić 2020 : 273-278, 499-508). Le petit nombre d'experts venus de France est le produit non seulement de l'éloignement géographique et par ailleurs de faibles liens directs dans l'échange de main-d'œuvre, mais aussi d'opportunités internes, parce que la France souffrait d'une pénurie de main-d'œuvre, elle attirait donc elle-même des travailleurs étrangers (Stana 2006 : 87; Linch and Simon 2003 : 148).¹⁷ En effet, en termes d'attraction de main-d'œuvre étrangère (surtout allemande et autrichienne), la France et la Yougoslavie étaient concurrentes, et il y a eu plusieurs cas d'experts ayant renoncé à s'engager en Yougoslavie et se rendant en France.¹⁸

Des experts français sont arrivés de leur propre initiative, individuelle ou collective ou à la suite d'une recherche ciblée de bureaux techniques et de construction et d'entreprises de la RPFY. Par

16 Les instructions sur l'engagement ont été modifiées en mars 1949, janvier 1950 et janvier 1952, et des règlements sur la catégorisation, l'approvisionnement, les questions sociales, etc. ont été adoptés. La nouvelle réglementation, en plus de définir plus clairement les droits et obligations, violait de plus en plus le droit des étrangers d'exporter des devises étrangères (Ilić 2020 : 169-194 ; Uputstvo o zaposlenju struĉnjaka 1952).

17 Fin 1946, la France tenta de pallier la grande pénurie de main-d'œuvre par un accord avec l'Italie sur l'admission de 200 000 travailleurs au cours de l'année 1947. AJ-17-114-115, Revue de presse, 103 (1946).

18 Il est caractéristique un cas d'un membre du conseil d'administration et un organisateur important de la société Volkswagen, mais aussi de nazi, Otto Dikhoff, ou des Autrichiens, les frères Heiek, qui ont trouvé du travail en France en raison de la lenteur de l'administration en République populaire fédérative de Yougoslavie. (Ilić 2020 : 282, 311).

l'intermédiaire de l'UITF ou en personne, les services étaient offerts par des experts dans le domaine de la construction, du génie électrique, du génie mécanique, de l'hydrologie, de la construction, etc. Des experts français ont communiqué avec les organes compétents de la RPFY par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, c'est-à-dire les ambassades à Paris et les consulats à Marseille et Lyon, et les entreprises ont alors reçu des informations sur des experts, parmi lesquels des spécialistes d'exception (Ilić 2020 : 362-363). Cependant, tous ceux qui voulaient venir travailler n'étaient pas acceptés. Français d'origine russe, Nicolas Stojanoff, qui a postulé un emploi de spécialiste de la transformation de l'acier fin, en décembre 1949, a été rejeté car un tel profil d'experts n'était pas nécessaire à l'époque.¹⁹

LES FRANÇAIS AU TRAVAIL

En 1949, sur un total de 1670 étrangers réels (hors émigrés russes et Volksdeutscher), 25 Français (environ 1,5% des étrangers employés) travaillaient dans l'économie et la non-économie serbes. Ils en étaient 16 dans les sociétés minières fédérales, 6 au total dans les départements républicains de l'agriculture, des transports et de l'industrie et 3 dans l'économie locale. Il n'est pas possible de déterminer avec précision le niveau de leur expertise, mais ils sont pour la plupart techniciens ou ingénieurs aux profils déficients.²⁰ Les citoyens français travaillaient dans divers départements économiques fédéraux. En 1948, le bureau d'études des entreprises hydroélectriques de Belgrade (*Hidrobiro*) reçoit la visite d'un designer grenoblois, ingénieur Gardet, qui avait la mission de conclure un contrat pour le développement de projets d'équipements hydromécaniques pour les installations en construction.²¹ Les connaissances françaises étaient utilisées dans l'industrie métallurgique. Un contrat a été signé entre la Direction Générale de la Métallurgie fédérale et l'entreprise de construction *Etudies et projets* de Grenoble sur l'engagement d'experts pour créer un bureau de construction d'hydromécanique dans l'entreprise *Franz Leskošek* à Maribor, qui a été réalisé après l'arrivée de 6 experts français en 1950.²² Plusieurs d'entre eux ont participé au groupe de conception franco-germano-yougoslave qui a travaillé sur des équipements spécifiques pour le génie hydraulique à la Direction générale du génie mécanique (1950), ils étaient dans diverses

19 AJ-25-158-421.

20 Archives de Serbie (AS), G-232, Fonds dossiers, Rapport sur le travail annuel (1949), confidentielle 4, annexe 7.

21 AJ-11-46-155, *Hidrobiro*, confidentielle 706, 28 décembre 1948.

22 AJ-25-158-421, confidentielle 2901/1950.

entreprises de l'industrie et de l'industrie électrique.²³ La présence de Français (ou du moins de francophones) est aussi attestée par les noms des employés qui avaient des dossiers personnels dans l'industrie électrique fédérale : Jean Lindemann, Brichant, Deperis, Helena Deer Hamersbach et son mari Henrich Deer Charles, Pierre Duverne, Albert Lebert, Frédéric Manaut, André Vincent, François Cahen, M. Antoine, Piere Sevette.²⁴

Les experts français étaient importants pour l'industrie électrique yougoslave, et même nécessaires pour certains projets. Pour les chantiers de Kostolac, Vlasina, Vinodol et Vreoci, où il y avait un grand besoin d'experts, plusieurs ingénieurs français ont été introduits dans le programme d'engagement. Parmi les nombreuses personnes intéressées qui ont postulé à l'UITF au premier semestre 1947, quatre ingénieurs étaient urgents : Roger Mirat du Laboratoire hydrotechnique de l'École technique supérieure des Arts et Métiers de Paris, Grandvalet, spécialiste des engins de chantier et travaux sur les grands barrages du Mécanicien Lagarde par St. Julien aux bois, Corrèze, ainsi que Mauricer Magnet et O. G. de Schakenbourg, de la société Électricité de France (Castellan).²⁵

En 1947, l'industrie électrique recherche activement des ingénieurs français et l'engagement de l'un d'entre eux laisse une empreinte très profonde. Le plus grand spécialiste à l'œuvre en RPFY était l'ingénieur Léon Levin, docteur en sciences techniques et expert en essais hydrotechniques en laboratoire de Grenoble. Il est venu à l'invitation du ministère de l'Électricité en décembre 1947, en tant que seul expert de son genre en RPFY (un seul autre expert similaire a été engagé à la mi-1948 en Allemagne), ce qui souligne particulièrement son importance.²⁶ Il est arrivé en Yougoslavie avec sa femme et ses trois enfants. Avec l'Institut hydroélectrique *Ing. Jaroslav Černi* a conclu un contrat de 5 ans, pour un salaire de 15 000 dinars par mois (300\$), avec possibilité d'envoyer 50% des gains en devises étrangères.²⁷ Son engagement a été jugé très

23 AJ-10, Personnel, 1 (A-L) ; AJ-625-4-13, Conclusions de la réunion, *Metalna*, Maribor, 23 août 1950 ; AJ-10-9-10, Revue statistique de l'état de la population active (1949) ; AJ-11-158/159-492/493, dossiers personnels d'experts étrangers ; AJ-11-87-286, Liste des experts étrangers, 24 mai 1949 ; AJ-59-9-33, assistance technique d'experts français (1950).

24 AJ-11-158/159-492/493, dossiers personnels d'experts étrangers ; AJ-59-27-93, Actes personnels.

25 AJ-17, Personnel, 7, Dossiers d'experts étrangers, no. 11550, 4 juillet 1947.

26 Outre les résultats des travaux qu'il a laissés en laboratoire et sur le terrain, ses articles professionnels écrits étaient également importants. L'étude « Approvisionnement en eau d'un grand laboratoire hydraulique » a été conservée dans le fonds du ministère de l'Industrie de l'énergie électrique. AJ-11-6-22 ; AJ-11-43-148, engagement de L. Levin ; AJ-11-59-190, papiers professionnels.

27 C'était un salaire très élevé. Un peu plus d'un an après l'arrivée de Levin, un expert allemand de renom, Wilhelm Scholl, gagnait 8 500 dinars (avec une allocation) à l'Institut de l'industrie de l'énergie électrique à Zagreb, et les ingénieurs industriels seniors des entreprises d'électrification

important pour la réalisation du Plan quinquennal, ce qui le place parmi les plus importants experts étrangers. En plus des travaux pratiques en laboratoire, il était prévu de former 40 experts nationaux, ce qui constituerait le potentiel nécessaire à la stabilité et à l'économie de la construction des futures usines. Levin a montré d'excellents résultats et après quelques mois de travail, il a proposé « une nouveauté très utile » pour la centrale hydroélectrique d'Ovčar Banja. Des exigences complexes et un travail de qualité nécessitent un traitement spécial, bien que même un tel expert n'ait pas été exempté des problèmes bureaucratiques à l'avenir.²⁸

Levin a d'abord travaillé dans le laboratoire d'Arandjelovac. En tant qu'expert exceptionnel, il a été suivi d'un approvisionnement mensuel supplémentaire composé de 20 kg de farine de blé, 3 kg de semoule, 2,5 kg de riz, 0,5 kg de café, 2 kg de sucre, 3 kg de savon et quelques produits carnés séchés, ainsi que 300 kg de pommes de terre par an. Lorsque la construction d'un nouveau laboratoire près de Belgrade, sous la montagne d'Avala, a commencé au milieu de 1948, Levin y a été transféré. Afin d'éviter des difficultés concernant l'approvisionnement supplémentaire en raison de la délocalisation, le ministre de l'Électricité, Nikola Petrović, a demandé que l'approvisionnement au rang de professeur d'université se poursuive à partir d'un entrepôt spécial du ministère du Commerce et de l'Approvisionnement de Serbie. Cependant, ce ministère n'a pas réagi pendant un mois entier, ainsi, après plusieurs entretiens, le 13 août 1948, une nouvelle intervention a suivi. Dans la demande d'action urgente, qui a été envoyée par le ministre adjoint de l'Électricité, Emerk Blum, en plus de mentionner l'expertise de Levin, il a été souligné qu'il était également un « combattant de la Résistance en France ». Comme il n'y a eu aucune autre intervention, l'affaire a probablement été résolue bientôt. Cependant, un peu plus d'un an plus tard, de nouvelles difficultés sont apparues. Comme l'épouse de Levin passait une plus petite partie de l'année en Yougoslavie et une plus grande en France, il y avait un problème avec le paiement de 50% de l'épargne en devises étrangères (on a considéré que ce droit n'appartient qu'aux experts dont la famille vit RPFY) le ministre de l'Électricité a de nouveau dû intervenir.²⁹

En termes d'approvisionnement en produits alimentaires et industriels, qui relevait du régime d'approvisionnement sécurisé, Levin

en Bosnie Herzégovine pouvaient gagner 5400-6200 dinars par mois. Même le salaire du recteur de l'université, avec des indemnités spéciales, ne pouvait excéder 9 500 dinars. Seuls certains conseillers soviétiques pouvaient percevoir des revenus plus élevés (Ilić 2020 : 209, 447, 450).

28 AJ-11-43-148, confidentielle 2025/1948 ; AJ-25-158-421, MINEL 2477, 12 janvier 1950 et 3758, 23 janvier 1950.

29 Idem.

a été classé à son arrivée dans le I groupe, qui était le plus élevé, ensemble avec les membres de sa famille. Cela signifie que les membres de sa famille avaient également le droit aux bons d'approvisionnement. En janvier 1952, une nouvelle instruction sur l'emploi d'experts étrangers fut publiée, suivie d'une révision du contrat, et le contrat de Levin fut bientôt révisé. A cette époque, la clause de fourniture de bons à l'épouse restait intacte. Cependant, comme la nouvelle réglementation privait les épouses des fonctionnaires yougoslaves de leur droit à l'approvisionnement (elles n'étaient pas employées), cela soulevait la question de savoir si une erreur s'était produite dans la révision du contrat de Levin. Levin et deux de ses collègues qui occupaient le même poste dans l'institution (étrangers), considéraient que leur droit ne pouvait être restreint qu'à l'expiration du contrat. Le Conseil de la santé publique et de la politique sociale de la RPFY a estimé que l'institut n'avait pas agi correctement et que les épouses ne pouvaient pas recevoir de bons, cependant, comme l'obligation contractuelle était acceptée, il a été suggéré qu'au lieu de bons, l'employeur devrait fournir une compensation monétaire, et que la modalité de paiement soit déterminée avec le ministère des Finances.³⁰

Contrairement aux procédures des pays voisins et d'Europe centrale, qui étaient la principale source de main-d'œuvre qualifiée pour la Yougoslavie, qui comprenaient la publicité dans la presse et à la radio, l'envoi de délégués à l'étranger pour diffuser des informations sur les besoins de l'économie, l'embauche d'experts locaux pour diffuser l'information entre collègues. , l'utilisation de l'appareil syndical ou des ministères compétents, dans d'autres pays, et en France, il n'y a pas eu d'action coordonnée. Les nouvelles se répandaient de manière désorganisée, et l'un des canaux était les émigrants yougoslaves. Le concepteur des bateaux de pêche en bois du chantier naval *Socoma* de Martigues près de Marseille, Robert Haettiger, a appris d'un ami yougoslave, qui était dans la patrie depuis peu de temps, qu'il y avait une opportunité de chercher un emploi. En septembre 1949, il s'adressa au consulat à Marseille, avec une demande de travail dans l'un des chantiers navals dalmates, déclarant qu'il avait deux décennies d'expérience de travail et deux ans d'expérience en gestion, ainsi que qu'il était spécialiste de la construction de navires modernes. La demande de réponse urgente n'a pas été acceptée, mais début décembre, le ministère croate de la Pêche a confirmé la nécessité d'un tel expert. Enfin, à la mi-février 1950, le ministère du Travail approuve l'arrivée de Haettiger, mais à la condition

30 AJ-36-17-38, no. 313/1952. À son retour, Levin a poursuivi son travail professionnel et scientifique. Son brevet de 1971 pour le remplissage et la vidange des réservoirs a également été enregistré dans la U.S. Patent Gazette *Official Gazette of the United States Patent Office*, Vol. 918, 1/1974 : 244.

qu'il renonce à la possibilité d'envoyer une partie de son épargne en devises parce que le plan concernant les devises étrangers pour l'année 1950 ne prévoyait pas de transfert de fonds vers la France.³¹

Non seulement les citoyens de ce pays venaient de France, mais aussi certains citoyens de pays tiers. L'Espagnol José Borta Velu, qui vivait avec sa famille en tant que réfugié en France, est arrivé en octobre 1950 dans une délégation d'antifascistes espagnols. Il a laissé une impression favorable à ses interlocuteurs de la Direction de l'information, il a donc été recruté pour rester en RPFY et obtenir un emploi de commentateur à la rédaction de Radio Belgrade en espagnol.³² Le Suisse Walter Stierli, ingénieur civil et combattant de la résistance française qui résidait en France, obtient un emploi à la Direction générale de la construction des chemins de fer de Belgrade et un séjour pour sa femme et son enfant en 1948 par l'intermédiaire de l'ambassade à Paris.³³

Les engagements les plus intéressants des Français étaient faits pour des emplois qui n'étaient pas liés à l'économie. En mars 1949, le Comité pour l'éducation physique et l'Administration fédérale du travail du ministère du Travail ont travaillé sur l'approbation des contrats de travail avec trois experts sportifs. La Fédération de Cyclisme de Yougoslavie a engagé un jeune entraîneur, Marcel Babinot, comme l'indique le document, un champion de France de cyclisme et un expert profondément dévoué au développement de la jeunesse cycliste. Il avait pour mission de préparer les cyclistes yougoslaves aux compétitions internationales dans un délai de quatre mois et d'organiser deux stages pour les entraîneurs « afin d'obtenir des entraîneurs cyclistes professionnels, dont il existait un grand besoin ». L'Association de tennis de Yougoslavie a engagé Henri Viso, un praticien expert, qui était classé parmi les quatre meilleurs entraîneurs français en termes de qualité. Le but était d'élever et de préparer les meilleurs concurrents pour les réunions internationales et d'élever le niveau professionnel des instructeurs nationaux qui travailleraient avec Viso pendant deux mois. Le célèbre entraîneur et spécialiste du basket-ball Henri Hel, maître de conférences à l'Institut français d'éducation physique, a été embauché pour la même période. Il a été engagé par l'Association de basket-ball de Yougoslavie avec la tâche de préparer l'équipe nationale

31 Comme il n'y a pas d'autre correspondance dans le dossier, il est possible que la condition du ministère du Travail ne fût pas acceptable. AJ-25-165-438, requête de R. Haettiger, 23 septembre 1949 ; confidentielle 6034/1949-1950.

32 Un engagement imprévu a créé une confusion quant à savoir si 30% d'économies pouvaient être approuvés pour une famille restée en France. AJ-25-158-429, 11072/1950-1951 et 1430, 22 février 1951.

33 AJ-25-158-430, confidentielle 5215/1947-1948, 385/1948 et 5600/1948.

pour le Championnat d'Europe de basket-ball, prévu pour mai 1949, et d'entraîner les meilleurs concurrents à Zagreb.³⁴ Cependant, l'objectif principal de Hel n'a pas apporté le résultat escompté car en raison des frais de déplacement élevés, l'équipe nationale a renoncé au championnat qui s'est joué au Caire.³⁵

L'absence de documents ne permet pas un aperçu du coût total de l'embauche d'experts français, mais il ne fait aucun doute que des envois de fonds en francs ont été planifiés et dépensés. Pour le premier trimestre de 1948, selon le plan de non-activité du ministère du Travail, 1 291 960 FF ont été approuvés pour l'envoi des épargnes des ouvriers et experts français, mais il n'est versé que 134 408 FF et 219 588 dinars en devises sont restés non alloués.

La raison en est, peut-être, l'engagement non réalisé de tous les experts prévus, des erreurs dans le processus de passation des marchés, à la suite desquelles les experts n'ont pas été en mesure d'envoyer les économies ou (très probablement) les deux facteurs (Ilić 2020 : 421).³⁶ Les experts français, ainsi que les autres experts étrangers et leurs familles, avaient droit, conformément à la loi sur la sécurité sociale, à la gratuité des soins médicaux, des médicaments, des aides médicales, des indemnités matérielles et des soins hospitaliers dans les hôpitaux et les stations thermales. Cependant, la négligence dans la perception des frais de traitement en cas de maladie a conduit au fait que les entreprises sont restées endettées au Comité de Protection de la Santé Publique pour le traitement des étrangers, de la libération jusqu'à la fin de 1948, plus de 8,8 millions de dinars, et parmi les personnes dont les frais d'hospitalisation n'étaient pas pris en charge, il y avait aussi plusieurs Français.³⁷

Outre les formes de coopération évoquées dans l'échange de travail et l'appropriation des expériences françaises, d'autres modèles ont également été relevés. L'un concernait les séjours d'études et les voyages d'experts et de cadres locaux en France. Certains de voyages étaient liés aux achats, mais il y avait aussi ceux qui visaient à adopter de nouvelles connaissances pour les besoins de développement technologique et d'enrichissement de la pratique nationale. Ainsi, lors de nos déplacements, nous rencontrons le directeur de *Litostroj*, l'ingénieur en chef de l'industrie électrique fédérale, des experts en production de

34 Bien que le montant des honoraires ne soit pas indiqué, le document souligne que des fonds en devises ont été fournis. AJ-25-158-421, Comité d'éducation physique 2768, 28 mars 1949.

35 La Yougoslavie n'était pas seule dans ce cas, puisque d'autres équipes nationales européennes ont également abandonné. Des équipes de France, de Grèce, des Pays-Bas, de Turquie, du Liban, de Syrie et de l'hôte - l'Égypte - ont participé au championnat.

36 AJ-25-155-408, confidentielle 3746/1949.

37 AJ-31-80-110, no. 2750, 27 avril 1949.

résine, mais aussi des experts viticoles qui cherchent une solution pour sauver les vignobles dalmates.³⁸ En revanche, lorsque, après le blocus des pays de l'Est, la Yougoslavie orienta sa recherche d'experts allemands vers les zones occidentales, les autorités françaises d'occupation ne s'y opposent que pour rechercher la précision et la légalité de leurs actions (Ilić 2020 : 303). Aussi, bien qu'en pénurie de main-d'œuvre, la France a permis à plusieurs reprises le retour d'une partie de l'émigration économique yougoslave vers la patrie (en 1946, 500 mineurs et ouvriers employés en Lorraine, en 1947 une partie des ouvriers forestiers, etc.) (Ilić 2020 : 152).³⁹

CONCLUSION

Les relations d'après-guerre entre la Yougoslavie et la France n'ont pas fait l'objet de recherches approfondies dans l'historiographie nationale, pas plus que les sujets dans le domaine des migrations de main-d'œuvre et de l'adoption du savoir français jusqu'en 1952. Les deux pays ont subi d'importants dommages de guerre et tous deux avaient besoin de main-d'œuvre, la RPFY manquant particulièrement de personnel professionnel. Le nombre de Français en RPFY n'était pas important et se composait de personnes ayant immigré avant la guerre et d'experts engagés par la Yougoslavie. Bien que d'orientation idéologique et politique différente, la France et la RPFY ont établi certains types de coopération, notamment dans le domaine économique. Des différents types de coopération scientifique, technique et culturelle ont été proposés par les bureaux techniques et les institutions françaises, et une partie de celle-ci a été réalisée. A travers les marchés que la RPFY a réalisés pour les différentes branches de l'économie en France, une partie des experts techniques chargés de la mise en service et de la formation des appareils a été mobilisée. Une partie d'experts français en RPFY résultait d'une offre personnelle (directement ou par l'intermédiaire d'associations professionnelles) et une partie était activement recherchée par la Yougoslavie. Certains d'entre eux, comme Léon Levin, figuraient parmi les meilleurs experts et ont obtenu des résultats significatifs,

38 AJ-17-114-115, Revue de presse 89 et 91 (1946) ; AJ-16-3-3, Rapports du directeur de *Litostroj* (1948-1950) ; AJ-16-4-4, Rapport de Žarko Čizmić (1949) ; AJ-317-94-139, sur les séjours d'études en France. En Dalmatie, la superficie des vignobles est passée de 45 000 hectares d'avant-guerre à 34 000 hectares à l'automne 1946. La raison en était la sensibilité au phylloxéra et la faible adaptabilité au sol du substrat *Aramon rupestris*, une variété représentée à environ 80%. Ce substrat ayant été déclassé dans les pays développés viticoles avant même 1914, plusieurs experts se sont rendus dans les vignobles français pour recueillir des informations et transmettre des connaissances. AJ-17-114-115, Revue de presse 89 (1946).

39 AJ-4-102-641 ; AJ-25-65-185.

même s'ils ne pouvaient pas éviter de problèmes bureaucratiques dus aux changements fréquents de la réglementation sur l'engagement. L'engagement de plusieurs experts sportifs a été particulièrement intéressant. Enfin, outre l'embauche d'experts, la Yougoslavie a tiré les expériences françaises des voyages d'études et du retour d'une partie de l'émigration économique, et les Français n'ont pas entravé l'engagement des Allemands dans leur zone d'occupation.

SOURCES ET LITTÉRATURE

- Archives de Yougoslavie (AJ) : 4 Ministre de l'Agriculture du Gouvernement de la RPFY ; 10 Ministre de l'Industrie du Gouvernement de la RPFY ; 11 Ministère de l'électricité du Gouvernement de la RPFY ; 16 Ministre de l'Industrie du Gouvernement de la RPFY ; 17 Ministre de l'Industrie du Gouvernement de la RPFY ; 24 Ministre des Mines du Gouvernement de la RPFY ; 25 Ministère du Travail du Gouvernement de la RPFY ; 31 Comité de protection de la santé publique ; 36 Conseil de la santé publique et de la politique sociale ; 50 Présidence du Gouvernement de la RPFY ; 59 Conseil de l'énergie et de l'industrie extractive du Gouvernement de la RPFY ; 108 Direction générale de l'industrie fédérale des moteurs ; 109 Conseil de l'industrie manufacturière du Gouvernement de la RPFY ; 314 Comité de la culture et des arts du Gouvernement de la RPFY ; 317 Conseil pour la science et la culture du Gouvernement de la RPFY.
- Archives de Serbie (AS) : G-232 Ministère du Travail de la République Populaire de Serbie.
- Archives de la Banque nationale (ANB) : 1/III Banque nationale de Yougoslavie 1945-1992.
- Bekić, Darko. 1988. *Jugoslavija u hladnom ratu: odnosi s velikim silama 1949-1955*. Zagreb: Globus.
- Bjelajac, Mile. 2005. „Srpsko (jugoslovensko) - francuska vojna saradnja u XX veku.“ U: Pavlović, Mihailo B. i Novaković, Jelena, ur. *Srpsko-francuski odnosi 1904-2004*. Beograd: Društvo za kulturnu saradnju Srbija-Francuska, Arhiv Srbije (293-312).
- Bogetić, Dragan. 2004. „Ekonomska i vojna pomoć Zapada Jugoslaviji u vreme sukoba sa Kominformom.“ U: *Jugoslavija v hladni vojni*. Ljubljana: Inštitut za novejšo zgodovino; Toronto: University (271-294).
- Borba. 1949. „Saopštenje MUP-a“. 8. februar 1949.

- Cvetković, Vladimir. 2005. „Nacionalizacija francuskog kapitala u Jugoslaviji 1945-1951.“ U: Dimić, Ljubodrag, ur., *Velike sile i male države u hladnom ratu 1945-1955: slučaj Jugoslavije*. Beograd: Filozofski fakultet, Arhiv SCG, Institut za noviju istoriju Srbije (251-264).
- Cvetković, Vladimir Lj. 2007. „Svakodnevnica francuske porodice Plejust u Srbiji i Jugoslaviji (1934-1949).“ *Tokovi istorije*, 1-2 (20-42).
- Dimitrijević, Bojan. 2003. *Jugoslavija i NATO 1951-1957*. Beograd: Tricontinental, Vojska.
- Dormois, Jean-Pierre. 2004. *The French Economy in the Twentieth Century*. Cambridge: University Press.
- Eichengreen, Barry. 2007. *The European economy since 1945: coordinated capitalism and beyond*. Princeton: University Press.
- Eichengreen, Barry and Boltho, Andrea. 2010. „The Economic Impact of European Integration” (267-295). In: Broadberry, Stephen and O’Rourke, Kevin H., eds., *The Cambridge Economic History of modern Europe 1870 to the Present, Volume 2*. Cambridge: University Press.
- Federal Reserve System [FRS]. 1976. *Banking and Monetary Statistics 1941-1970*. Washington, D.C.: Federal Reserve System.
- Hobsbaum, Erik. 2002. *Doba ekstrema: Istorija Kratkog dvadesetog. veka 1914-1991*. Beograd: Dereta.
- Ilić, Saša. 2003. „Francuska propaganda u Jugoslaviji: kulturna akcija Francuske u očima UDB-e 1953. godine.“ *Godišnjak za društvenu istoriju*, 1-3 (263-283).
- Ilić, Saša. 2020. *Stranci „gastarbajteri: strana stručna radna snaga u privredi Jugoslavije 1945-1950. godine*. Beograd: Arhiv Jugoslavije.
- Klemenc, Janko. 1961. *Privredna politika Zapadne Evrope*. Beograd: Kultura.
- Kocić, Milena. 2013. „Jugoslovensko-francuski odnosi u savremenoj srpskoj historiografiji.“ *Humanizacija univerziteta: tematski zbornik radova*, ur. Bojana Dimitrijević. Niš: Filozofski fakultet (524-533).
- Kolaković, Aleksandra. 2020. „Vojna saradnja Francuske i Srbije: nasleđe jugoslovenskog perioda i izazovi budućnosti.“ Kulturni centar Novog Sada. Dernière approche 4 janvier 2021 <https://www.kcns.org.rs/agora/vojna-saradnja-francuske-i-srbije-nasledje-jugoslovenskog-perioda-i-izazovi-buducnosti/>.
- Kolar-Dimitrijević, Mira. 1972. „Statistički pregled stranih radnika i članova njihovih porodica u Jugoslaviji 1933. godine.“ *Časopis za suvremenu povijest*, 3 (123-148).

- Laker, Volter. 1999. *Istorija Evrope 1945-1992*. Beograd: Clio.
- Levi, Rozita, prir. 1991. *Dokumenti o spoljnoj politici Socijalističke Federativne Republike Jugoslavije: 1949*. Beograd: Jugoslovenski pregled.
- Linch, James P. and Simon Rita J. 2003. *Immigration the World Over: Statutes, Policies and Practices*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield.
- Milenković, Aleksandar. 2013. „135 godina vojnodiplomatskog predstavljanja Republike Srbije u svetu.“ *Vojno delo*, zima/2013 (329-349).
- Milošević, Miladin. 1995. „Marko Ristić u diplomatiji.“ *Književnost*, 11-12 (1199-1242).
- Milošević, Miladin. 2004. „Dolazak u Pariz prvog ambasadora nove Jugoslavije.“ U: Pavlović, Mihailo B. i Novaković, Jelena, ur. *Srpsko-francuski odnosi 1904-2004*. Beograd: Društvo za kulturnu saradnju Srbija-Francuska, Arhiv Srbije (123-131).
- Milošević, Miladin. 2005. „Pogled jugoslovenskog ambasadora iz Pariza.“ U: Dimić, Ljubodrag, ur., *Velike sile i male države u hladnom ratu 1945-1955: slučaj Jugoslavije*. Beograd: Filozofski fakultet, Arhiv SCG, Institut za noviju istoriju Srbije (63-72).
- Nećak, Dušan. 1987. „Avstrijsko-jugoslovenski odnosi 1944-1955 brez manjšinskega vprašanja.“ *Borec* 10 (Ljubljana) (675-685).
- Novaković, Jelena i Srebro, Milivoj, ur. 2019. *Srpsko-francuske književne i kulturne veze u evropskom kontekstu*. Novi Sad: Matica srpska.
- Pavlović, Mihailo B. i Novaković, Jelena, ur. 2005. *Srpsko-francuski odnosi 1904-2004*. Beograd: Društvo za kulturnu saradnju Srbija-Francuska, Arhiv Srbije.
- Petrović, Dragan. 2003. „Saradnja francuskih naučnih i kulturnih ustanova sa Jugoslovenskim akademskim savetom (JAS) 1949-1958.“ *Tokovi istorije*, 3-4 (53-71).
- Petrović, Dragan. 2006. *Kulturna politika francusko-jugoslovenskih odnosa 1949-1959*. Beograd: Institut za političke studije.
- Petrović, Dragan. 2009. *Francusko-jugoslovenski odnosi u vreme Alžirskog rata 1952-1964*. Beograd: Institut za međunarodnu politiku i privredu.
- Petrović, Dragan. 2011. *Francusko-srpski odnosi 1800-2010*. Beograd: Institut za međunarodnu politiku i privredu.
- Refrigerating Engineering*. 1951. „London Refrigeration Congress Attracts World-Wide Attention.“ 6/1951.
- Rešenje o utvrđivanju kurseva stranih valuta. *Službeni list FNRJ*, br. 1/1952.

- Ristić, Marko. 1996. *Diplomatski spisi*, Miladin Milošević, prir. Beograd: Prosveta.
- Selinić, Slobodan. 2012. „Ambasador nekomunista i partijska diplomatija: Marko Ristić u Parizu 1945-1951.“ *Tokovi istorije*, 2 (135-159).
- Souleille, Alain. 1990. „Quelques aspects des relations franco-yougoslaves de 1944 a 1949“, u: Terzić, Slavenko, ur.. *Jugoslovensko-francuski odnosi: povodom 150 godina od otvaranja prvog francuskog konzulata u Srbiji*. Beograd: Istorijski institut.
- Sretenović, Stanislav. 2009. „Francusko-srpski odnosi u XIX i XX veku.“ *Međunarodni problemi*, 4 (536-558).
- Stana, Richard M., ed. 2006. *Foreign Workers: Information on Selected Countries' Experiences: Report to the Chairman, Committee on the Judiciary, House of Representatives*. Washington: US Government Accountability Office.
- Todić, Katarina. 2015. *A traditional friendship? France and Yugoslavia in the Cold War world, 1944-1969* (PhD Thesis). Hamilton: McMaster University.
- Ukaz o otkazu konvencije za stvaranje u Parizu Međunarodnog instituta za hladnoću, *Službeni vesnik Prezidijuma Narodne skupštine FNRJ*, br. 4/1952.
- Uputstvo o zaposlenju stručnjaka - stranih državljana, *Službeni list FNRJ*, br. 3/1952.

Саша Илић

ПРИМЕНА ФРАНЦУСКИХ
ПРОФЕСИОНАЛНИХ ИСКУСТАВА У
ЈУГОСЛАВИЈИ НА ПОЧЕТКУ СОЦИЈАЛИЗМА
1945/46 - 1952: НЕКОЛИКО ПРИМЕРА

Резиме

Иако у ограниченим околностима услед политичких и идеолошких разлика, географске удаљености и међусобне несташнице радне снаге, учешће Француза и Францускиња у привредном и ванекономском животу Југославије на почетку социјализма није било искључено. Анализа архивских извора као и докумената и литературе показује облике ове сарадње и пре свега учешћа појединих француских стручњака у активностима у којима је Југославија трпела озбиљан недостатак кадрова. Покушаји француских научних и стручних институција и организација да се оствари већи обим сарадње нису увек били прахваћени. Међутим, појединачна или колективна иницијатива француских стручњака, углавном економске струке, уродила је плодом, посебно после разлаза са СССР-ом. Иако малобројни, неки од ангажованих француских стручњака, оставили су значајан печат својим радом, посебно у области хидраулике, али и спорта.

Кључне речи: Француска, Југославија, стручњаци из иностранства, трансфер знања, миграција радне снаге

* Овај рад је примљен 20. августа 2021. године, а прихваћен за објављивање 23. децембра 2021.